

POLITIQUE ET INDÉPENDANCE SYNDICALE

8

questions

en relation avec l'appel du
premier mai 2012 de la FGTB
Charleroi-Sud Hainaut



**Politique et indépendance syndicale:
8 questions en relation avec l'appel du premier mai 2012
de la FGTB Charleroi-Sud Hainaut**



table des matières

1.....Introduction

5Déclaration de principes de la FGTB (1945)

**8Extrait du rapport au Congrès
d'Orientation politique du 4 mai 2010**

11Discours du premier mai 2012

**21.....Motion du comité exécutif de la FGTB
Charleroi-Sud Hainaut**

228 questions



Introduction

Avec une situation socio-économique difficile, nous continuons à payer, depuis 1974, les conséquences de ces crises successives dont nous ne sommes pas responsables.

Nous devons réagir de toutes nos forces contre ce système capitaliste qui nous entraîne progressivement, mais sûrement, vers la misère.

Depuis plus de 30 ans, la crise a bon dos. On nous sert toujours le même discours, les mêmes politiques d'austérité, les mêmes remèdes. On nous demande encore et toujours de faire des efforts car cela ira mieux demain ...

Mais pour les travailleurs et les allocataires sociaux, il n'y a pas de lendemain ! On ne voit pas le bout du tunnel mais encore des sacrifices à venir pour les prochaines années.

De la crise pétrolière en 1974 en passant par les pouvoirs spéciaux sous l'équipe Martens-Gol en 1982-1983. Du plan global en 1994 en passant par le pacte anti-génération de 2005. Du contrôle de la disponibilité des chômeurs en passant par les mesures budgétaires de ces dernières années, nous n'avons cessé de payer les conséquences néfastes de ce système capitaliste, alors qu'eux continuent à se partager les richesses produites. Nous sommes continuellement confrontés à des restructurations, des fermetures d'entreprises, la suppression d'acquis sociaux et les licenciements dans une société en crise perpétuelle, mais de plus en plus riche pour une minorité et qui engendre la misère pour les plus faibles.

Face à ce contexte, nous devons réagir, tous ensemble contre ce système capitaliste sans espoir. En front commun syndical, ouvriers et employés du secteur privé ou du secteur public, travailleurs actifs des grandes entreprises ou des petites PME, pensionnés, prépensionnés, TSE, citoyens : notre seule devise est l'unité. Notre volonté est de mener des combats au niveau interprofessionnel pour plus de solidarité et de bien-être pour l'ensemble de la société. Notre vision interprofessionnelle et collective est l'essence même de notre combat syndical. A Charleroi, nous voulons lutter pour un nouveau projet de société et contre cette vision régionaliste de la politique, du repli sur soi, du moindre mal dans laquelle on veut nous entraîner. Malgré les difficultés, nous devons jouer notre rôle de contre pouvoir sans jamais renoncer. Rien ne tombe du ciel, rien n'est toujours acquis définitivement et c'est dans le combat syndical que nous avons obtenu nos plus grandes victoires.

Au travers de la déclaration de principes de la FGTB (1945), nous avons voulu réaffirmer et mettre en évidence les choix de société que nous portons. Plus que jamais, nous avons besoin d'idéal pour nos militants et nos affiliés. Notre volonté de remodeler nos lignes de conduite, de peaufiner nos revendications et nos positionnements idéologiques face à la crise sociétale, s'est traduite par les décisions prises lors de notre Congrès d'Orientation politique de la FGTB Charleroi-Sud Hainaut du 4 mai 2010.

Lors du congrès, nous avons décidé de reconsidérer le lien privilégié avec le PS et d'engager des rapports suivis avec tous les partis démocratiques de gauche.

Nous avons besoin d'une nouvelle stratégie politique car, sans relais politiques forts à gauche, nous sommes condamnés au recul en permanence. Au mieux, nous limitons les dégâts mais sur le long terme, c'est le pire qui détruit toutes nos conquêtes. Pour changer les rapports de force face au patronat et à la droite, nous avons besoin d'une FGTB forte et d'une nouvelle force politique à gauche digne de ce nom.

Aider à l'émergence et au développement de cette force pour qu'elle devienne la plus large possible, voilà la stratégie politique que nous proposons à la place de celle « du moindre mal » (social, démocratie). C'est le sens de l'appel que nous avons lancé le 1er mai 2012.

Nous voulons donc que se forme un nouveau relais politique fort à gauche pour un changement de cap des politiques menées ces dernières décennies.

Au travers de cette brochure informative et explicative de notre démarche, nous souhaitons lancer un large débat démocratique au sein des structures de la FGTB, mais aussi en dehors avec toutes les forces progressistes qui voudraient nous rejoindre.

Se taire ou se résigner, jamais.

Carlo BRISCOLINI,
Président de la FGTB Charleroi-Sud Hainaut



Déclaration de principes de la FGTB (1945)

1. Emanation directe des forces laborieuses organisées, La FGTB proclame que l'idéal syndicaliste, visant à la constitution d'une société sans classe et à la disparition du salariat, s'accomplira par une transformation totale de la société.
2. Née de la lutte des classes, elle tient à souligner l'évolution de celle-ci en une lutte non moins vigoureuse de l'ensemble des producteurs contre une oligarchie bancaire et monopoliste, devenue maîtresse souveraine de tout l'appareil de production.
3. **Dans un esprit d'indépendance absolue vis-à-vis des partis politiques et respectueuse de toutes les opinions, tant politiques que philosophique, elle affirme vouloir réaliser ses buts par ses propres moyens et en faisant appel à l'action de tous les salariés et appointés en particulier et de toute la population en général, les intérêts tant moraux que matériels de la très grande majorité de celle-ci étant identiques ou parallèles à ceux des ouvriers, employés et techniciens.**
4. **Le mouvement syndical acceptera le concours du ou des partis qui joindront leur action à la sienne pour la réalisation de ses objectifs sans se considérer obligé à leur égard et sans qu'ils puissent s'immiscer dans la conduite de l'action syndicale.**

5. Le mouvement syndical veut réaliser un véritable régime de justice sociale visant à situer chacun à sa place dans la société. Pour assurer à chacun, en fonction de son travail et de ses besoins, la part de richesses qui lui revient, il déclare qu'il est indispensable de compléter la démocratie politique par une démocratie économique et sociale. A cet effet, il entend que le travail, créateur de toutes les valeurs et source de tous les biens, soit enfin considéré comme facteur primordial, les autres facteurs n'étant que subordonnés ou parasites.

6. Ses origines, son caractère et les permanences de son idéal, le désignent pour être l'élément moteur principal de cette révolution constructive.

7. Dans un esprit de justice, il répudie formellement les fausses valeurs, comme les droits de naissance et d'argent, consacrées par le régime capitaliste. De l'exploité, réduit à vendre sa force de travail, il veut faire un libre participant à l'oeuvre commune de production.

8. Il s'attachera dès lors, selon ses conceptions, à amener la création d'organismes dont le but final doit être de donner aux forces de travail la gestion de l'économie transformée au bénéfice de la collectivité.

9. Le syndicalisme n'entend pas supplanter les parties dans leur action politique. C'est en leur qualité de producteur qu'il fait appel aux travailleurs, car c'est de leur condition économique que dépendront leurs perspectives de développement social, intellectuel et culturel.

10. Pour mener à bien cette tâche émancipatrice, il ne doit avoir à subir aucune contrainte, c'est pourquoi il se refuse à son intégration, à quelque degré que ce soit, dans un quelconque système corporatif.

11. Le syndicalisme accepte l'idée de nation et, dans le cadre d'une démocratie politique, économique et sociale, il prendra ses responsabilités, en vue du maintien et du renforcement de la démocratie.

12. Il estime que la socialisation des grands trusts bancaires et industriels s'impose et qu'il convient également d'organiser, diriger et contrôler le commerce extérieur.

13. Rejetant l'idée de la gestion étatique ou bureaucratique, il entend que la gestion des entreprises nationalisées soit confiée aux travailleurs (techniciens, employés et ouvriers) et aux consommateurs, préalablement organisés au sein de Conseils de direction et de coordination de l'économie nationale.

14. Le mouvement syndical belge poursuivra la réalisation de ses buts et objectifs en collaboration avec les organismes syndicaux internationaux se réclamant de la démocratie.

15. Afin de libérer le travailleur de la crainte sociale et de lui donner la garantie qu'en échange de son labeur, il sera prémuni contre les fléaux et les maux résultant de sa condition, le mouvement syndical défend non seulement les réformes de structure et la transformation de la société capitaliste mais aussi les revendications immédiates des travailleurs.

Conscient de la grandeur de sa mission humanitaire, le syndicalisme se déclare apte à mener à bien ces tâches multiples car il forme, par le bloc indivisible des forces du travail, l'un des éléments de base de la société de demain.

Extrait du rapport au Congrès d'Orientation politique du 4 mai 2010

L'Exécutif Élargi s'accorde d'abord à rappeler, avec force, l'indépendance syndicale de la FGTB par rapport aux partis politiques.

Si les partis politiques inscrivent leur action dans la perspective de l'accès au pouvoir décisionnel, l'organisation syndicale s'inscrit, quant à elle, dans un rôle de contre pouvoir. Il s'agit là, selon l'Exécutif Élargi, d'un principe inaliénable qui doit être sans cesse réaffirmé.

Dès lors que cela est fait, il s'agit toutefois pour l'organisation syndicale – ce qui fait partie intégrante de son rôle de contre pouvoir – de faire aboutir politiquement, par la voie législative, les revendications qu'elle porte au nom du monde du travail.

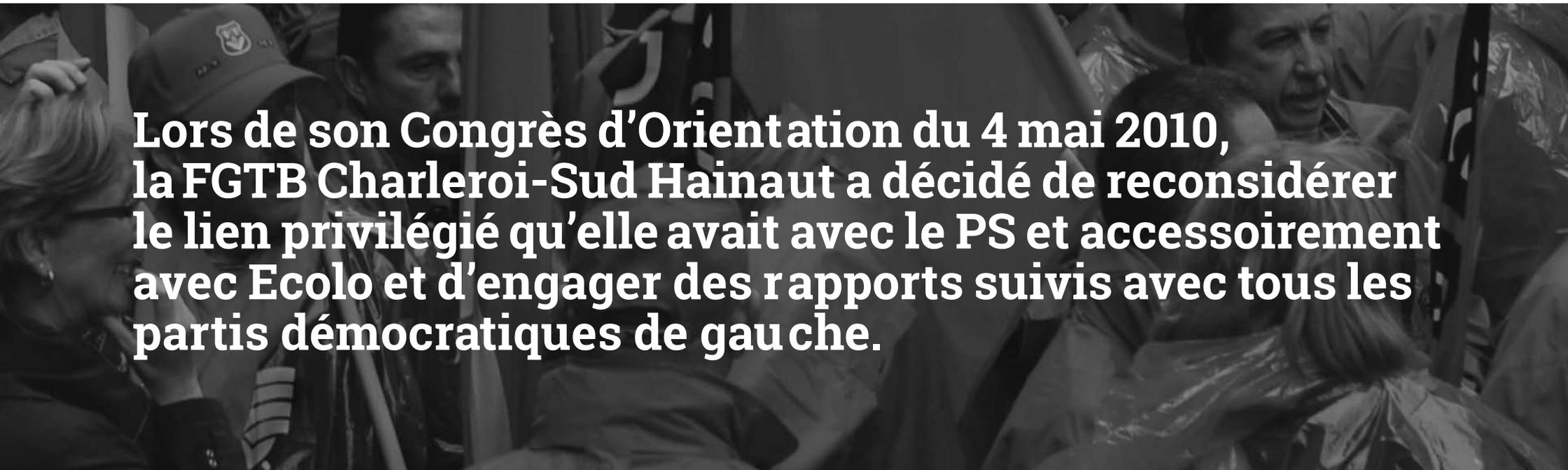
Pour ce faire, l'Exécutif Élargi considère que la Régionale doit entretenir des contacts avec tous les partis politiques démocratiques de gauche.

L'Exécutif Élargi s'exprime dès lors pour écarter toute exclusive dans les rapports avec l'un ou l'autre parti politique et ce, même si le Parti Socialiste demeure historiquement le parti politique avec lequel nous entretenons des contacts réguliers.

Face à l'apolitisme, phénomène de plus en plus présent en nos rangs et à l'asyndicalisme, phénomène de plus en plus présent dans les partis politiques de gauche, l'Exécutif Élargi préconise que des contacts réguliers soient établis avec les partis politiques démocratiques de gauche.

Au-delà de la possibilité qui nous est offerte, et que nous devons mieux saisir à l'avenir, d'occuper les tribunes lorsque le politique nous en fournit l'occasion, l'Exécutif Élargi propose de réfléchir à la pertinence d'une structure de contact se situant en dehors des instances des partis politiques.

Indépendamment des contacts ponctuels, mais nécessaires, établis sur base de dossiers sociaux ou économiques spécifiques, l'Exécutif Élargi plaide pour la mise en place d'une structure qui garantisse une récurrence des contacts avec les partis politiques démocratiques de gauche et qui s'organise sur base d'une périodicité à convenir avec le politique.



Lors de son Congrès d'Orientation du 4 mai 2010, la FGTB Charleroi-Sud Hainaut a décidé de reconsidérer le lien privilégié qu'elle avait avec le PS et accessoirement avec Ecolo et d'engager des rapports suivis avec tous les partis démocratiques de gauche.



Discours du premier mai 2012

Chers Camarades,

Nous voici donc à l'aube d'un cinquième premier mai de crise.

Faisons ensemble, si vous le voulez bien, un bref voyage dans le passé. 2007, la crise financière bat son plein. La bulle financière a éclaté. Avec pour seul but, le bénéfice de leurs actionnaires, les requins de la finance ont joué au casino. Et ils ont perdu. Mais chez ces gens-là, Camarades, quand on perd, on refuse d'assumer ses erreurs, c'est aux Etats que l'on présente l'ardoise.

Partout en Europe et aux Etats-Unis, les banques seront donc renflouées à coup de milliards d'euros et de dollars, sur le dos de la collectivité, entraînant ainsi les déficits publics dans un abîme vertigineux et l'économie réelle dans une récession d'envergure.

Surpris par une crise financière et économique qu'ils n'ont pas vu venir, les politiques de tout bord se précipitent devant les caméras pour dire tout le mal qu'ils pensent de la finance et des spéculateurs et toute leur compassion pour celles et ceux qui perdent leur emploi.

On ne nous y prendra plus, annoncent-ils tous en cœur. Nous allons réguler la finance. Quant à savoir qui réglera l'ardoise, ils nous répètent à l'unisson que ce ne sont ni les travailleurs ni les allocataires sociaux qui doivent payer une crise dont ils ne sont nullement responsables.

Retour dans le présent. Hier, 19 h 30 sur toutes les chaînes télévisées, Monsieur Coene, le gouverneur de la Banque Nationale annonce sans sourciller qu'il faudra plus que probablement recapitaliser le holding Dexia à hauteur de 5 à 10 milliards d'euros. Soit un montant équivalent à lui seul à la moitié ou selon au deux tiers des économies réalisées dans le cadre du budget 2012 de l'Etat. Ils allaient réguler la finance : on attend toujours.

Retour dans le passé récent. Il y a quelques mois, annonce de la fermeture de la phase à chaud à Liège où Arcelor Mittal sacrifie une région pour protéger ses intérêts financiers. Il y a un peu moins longtemps, après 3 années de chômage économique pour le personnel,

la fermeture de Carsid à Charleroi est annoncée. Mille emplois directs à la trappe, 2.500 emplois indirects à la poubelle. Il y a quelques jours à peine, fermeture annoncée d'Hélio à Fleurus. Plusieurs centaines d'emplois au pilon. Comme les feuilles mortes en automne, les emplois se ramassent à la pelle toute l'année, par centaines, par milliers. Et tout cela en vous épargnant la litanie des emplois perdus dans d'autres entreprises à Charleroi, en Wallonie, à Bruxelles et en Flandre.

A la question : qui renflouera le holding Dexia ? : la réponse est évidente : les finances publiques.

A la question : qui paiera la note de la récession économique et de la dette publique ? : la réponse est aussi évidente : le monde du travail. Vous avez dit compassion ?

Combien de temps allons-nous encore, Camarades, nous laisser tondre la laine sur le dos ?

Quel est le déclic dont nous avons besoin pour que la peur change de camp ? Et qu'à un monde patronal qui encaisse bon an mal an 15 milliards d'euros d'aides publiques et ne nous restitue aucun emploi mais au contraire nous enlève le peu de ceux que nous avons ; et à une droite arrogante et décomplexée qui va jusqu'à tenter de nous voler notre 1er mai en divisant travailleurs et allocataires sociaux, nous opposons un message clair et fort : DEBARASSEZ LE PLANCHER !

Camarades, en ce 1er mai 2012, je vous apporte au nom de la régionale un message d'espoir.

Vous avez sur cette tribune, à mes côtés, les responsables syndicaux de toutes nos centrales professionnelles, déterminés, UNANIMEMENT, à mener cette bataille contre le capitalisme et ses griots.

Car, Camarades, c'est bien de cela dont il s'agit. Il nous faut, et je sais, chacun d'entre nous, chacun d'entre vous, convaincus, mettre ce système capitaliste aux oubliettes de l'histoire. Ce système ne peut être réformé. Il doit disparaître. Mais se contenter de l'affirmer du haut de cette tribune ne suffit pas. Faut-il encore nous en donner les moyens et le relais politique pour concrétiser notre objectif.

Camarades, j'ai appris comme vous à l'école que l'on ne maîtrise son présent et son futur que si l'on connaît son passé.

Voyez-vous, j'aime l'histoire !

Et l'histoire de ce pays nous apprend que nous sommes en crise depuis 1975. Et que le monde du travail durement touché par les crises successives depuis lors a toujours fait les frais d'un jeu de dupes.

Mais tenons nous en aux 20 dernières années.

De réforme de l'enseignement durement payée par les enseignants en plan global., de plan global en pacte des Générations, de Pacte des Générations en contrôle de la disponibilité des chômeurs, de contrôle de la disponibilité des chômeurs en mesures du budget 2012, et j'en ai oublié bien d'autres certainement, les fruits du combat de nos anciens nous ont progressivement été enlevés. Certes, ce serait une faute grave et je m'en abstiendrai donc, de vous faire croire que seuls les errements du Parti Socialiste sont à l'origine de cette situation. Nous le savons, parce que nous sommes des spectateurs de la vie politique, le PS a dû composer avec d'autres forces qui ne nous sont pas du tout acquises. Mais il n'empêche. De réforme de l'enseignement en Plan Global, de Plan Global en Parti des générations, de Pacte des Générations en contrôle de la disponibilité des chômeurs, nous avons clairement averti le PS que cela suffisait.

Je me souviens d'un courrier envoyé à Jean-Claude Van Cauwenberghe lui faisant état de notre colère consécutive à la mise en place du contrôle de la disponibilité des chômeurs. Nous n'avons reçu en retour qu'une lettre pleine de dédain et de mépris.

Je me souviens comme si c'était hier des déclarations du même Jean-Claude Van Cauwenberghe alors Ministre Président de la Région Wallonne en plein conflit Splintex fin 2004, début 2005, dans lesquelles il affirmait visant les organisations syndicales et la FGTB en particulier, que cette lutte de nos camarades pour leur emploi faisait tâche noire sur la carte de la Wallonie.

Certes, je me répète, on nous rétorquera qu'en Belgique, le paysage politique oblige à composer. Je répondrai simplement qu'à force de composer, on se décompose, on se dilue. Et pour l'instant, c'est la gauche qui se dilue dans la droite.

Nos délégués en assemblée interprofessionnelle l'ont dit après la grève générale en front commun de fin janvier lorsqu'ils ont fait l'évaluation des améliorations, qu'ils ont qualifiées de cosmétiques, aux décisions budgétaires 2012 du gouvernement Di Rupo 1er : le PS nous a trahi une fois de plus, une fois de trop. Et ces propos, nous les avons entendus dans la bouche de militants de longue date, sympathisants au demeurant du PS durant de nombreuses années mais aussi chez nos jeunes militants.

Aujourd'hui, Camarades du PS, la politique du moindre mal ne passe plus chez nos militants. La phrase magique « ce serait pire sans nous » fait offense à leur intelligence.

C'est pourquoi nous lançons solennellement de cette tribune sans être sous l'emprise de la colère, mais au contraire après mûre réflexion dans nos instances, un appel à un rassemblement à gauche du PS et d'Ecolo.

Oui, l'exemple du Front de Gauche en France nous a inspirés. Oui, il a apporté à nos militants une extraordinaire bouffée d'espoir. Oui, nous nous reconnaissons dans l'essentiel du programme défendu par Mélenchon.

Il n'en est pas pour autant vrai que nous souhaitions appliquer un copier coller en Belgique. Nos inquiétudes vont d'ailleurs à un soutien de Mélanchon à la formation fraîchement sortie des élucubrations d'un Bernard Westphael qui divise la gauche un peu plus encore et tout cela sans aucune base anticapitaliste mais qui rassure surtout son ego surdimensionné.

Ce que nous lançons comme appel, c'est un appel à rassembler à gauche du PS et d'Ecolo. Il y a là des forces vives, actives, militantes et anticapitalistes porteuses d'espoir pour le monde du travail.

Je sais que cela ne sera pas chose facile, mais si chacun peut faire un pas vers l'autre, PTB, LCR, PSL, PC, gauche chrétienne peut-être, gauche du PS et d'Ecolo s'il en reste, sûrement, nous pourrions certainement, nous l'appelons de toutes nos forces, renouer avec l'espoir pour le monde du travail. Nous en appelons en vérité à un nouveau Front Populaire. Et ce, en toute indépendance syndicale s'entend. A ma collègue Secrétaire Fédérale de la CSC, Chantal

Doffiny, qui hier sur les antennes de la RTBF soulignait l'absence de lien de la CSC avec tout parti, mais sa volonté de discuter avec tous, je répondrai que la FGTB non plus, si elle ne l'a pas encore compris, n'est inféodée à aucun parti politique comme elle aimerait à le faire croire. Et les dérives du PS nous appellent à la vigilance. Mais l'indépendance syndicale n'est pas synonyme d'apolitisme. Et chacun sait l'importance d'un relais politique. Nous ne discuterons pas avec tous. MR et CDH n'ont pas de place dans nos débats.

Nous n'agissons toutefois nullement dans la précipitation. Loin de nous cette idée de construire cette force à gauche du PS et d'Ecolo dans les prochains jours ou prochaines semaines. Un travail en profondeur reste à mener d'abord avec nos militants même si nous sommes convaincus qu'ils partagent notre vision. C'est eux qui l'ont générée.

Après les élections communales, sur base du programme de la FGTB, nous interpellons les forces de gauche dont j'ai parlé tout à l'heure et nous mesurerons à quel niveau elles partagent nos valeurs et nos objectifs.

D'aucuns pratiquant l'attaque ad hominem ou la tentative de division prétendent depuis hier que c'est du déjà vu. Que ce genre d'initiatives ou de propos revient de manière cyclique. Voire qu'ils s'agit d'un épiphénomène. Qu'ils prennent garde. Ecarter ainsi d'un revers de la main et de manière relativement dédaigneuse l'expression des militants de la deuxième régionale FGTB en Wallonie ne conduira qu'à renforcer la volonté de ceux-ci d'aller de l'avant. A bon entendeur, salut !

Et pour être clair s'il faut que je dise ce que nous pensons des mesures du budget 2012 concocté par le gouvernement Di Rupo 1er, je vais le faire.

Ce budget est à nos yeux un budget antisocial et anti-solidaire.

C'est de l'austérité pour de l'austérité. Je ne vais pas ici reprendre chacune des mesures qui touchent le monde du travail, actifs et inactifs, travailleurs du privé et des services publics, si souvent eux aussi la cible des fourches caudines du politiquement correct. Dès lors qu'on laisse capital et grosses fortunes tranquilles.

J'en épingleurai trois dans deux domaines différents.

La dégressivité des allocations de chômage qui entrera en vigueur en novembre 2012 conduira l'ensemble des chômeurs sous le seuil de pauvreté. C'est une évidence. Quant à la suppression pure et simple de l'allocation d'insertion aux jeunes admis sur base des études le 01.01.2015, elle conduira à la porte des CPAS, pour celles et ceux qui oseront la franchir, 27.000 jeunes belges dont 21.000 francophones. C'est une fin de droit organisée.

Dans la nuit du 31.12.2014 au 01.01.2015, le bain de sang social dont on nous avait assuré qu'il n'aurait pas lieu dans un gouvernement à participation socialiste se déroulera sous les flonflons de la nuit de la Saint Sylvestre.

A tous les militants, je lance un appel. Joignez-vous à nous pour inonder de mails et de SMS de protestation les adresses des responsables politiques du gouvernement fédéral de notre région cette nuit là. S'ils font la fête, qu'ils sachent au moins pourquoi ils se réveilleront le 01.01.2015 avec la gueule de bois !

Que dire de plus que vous ne sachiez déjà sur l'accès à la prépension qui sera reculé dans pratiquement tous les secteurs par l'accroissement des conditions pour y accéder. Tout simplement qu'elle obligera contre leur gré des travailleurs usés, malades, handicapés à prendre chaque jour le chemin d'un travail toujours plus stressant et plus dur. Ce sera ça ou le chômage.

C'est paraît-il une mesure visant à financer les pensions futures. Le problème c'est qu'elle créera un gouffre dans l'assurance maladie invalidité tant seront nombreux celles et ceux qui ne pourront résister aux conditions de travail.

Bon sang, qui sont donc ces hommes et en sont-ils d'ailleurs, pour envoyer leurs enfants au CPAS et leurs parents au cimetière ?

Pour les jeunes bénéficiaires d'allocations d'insertion, on nous avait promis la possibilité d'une réglementation chômage assouplie assurant en cas de travail une admissibilité plus rapide sur base de ces

prestations de travail. Ils pouvaient ainsi passer plus facilement d'une allocation d'insertion à une allocation de chômage.

Ceci aurait peut-être sauvé des camarades sans emploi. Basse de l'histoire. Ce qui nous avait été promis ne nous a pas été donné. Une fois de plus.

D'aucuns s'étonneront de la dureté de mon discours principalement tourné vers le PS et vers Ecolo. Des autres, nous savons que nous n'avons plus rien à attendre depuis longtemps. Nous connaissons nos adversaires historiques. La charge est dure, certes, mais elle a la hauteur de l'agression que nos affiliés ont subie.

Dire que le PS est un parti de droite. Vous ne m'aurez pas à ce jeu là. C'est un parti social démocrate réformiste, aujourd'hui plus qu'hier emporté dans la tourmente des diktats européens auxquels il se soumet avec une certaine docilité.

Le gouvernement Di Rupo a signé le traité budgétaire. La golden rule ou règle d'or imposant aux pays contre la volonté des populations des sacrifices immenses pour les années à venir est à nos portes. Changement de régime aime à dire quelqu'un de mes camarades. L'Europe de droite gouverne avec la complicité des partis socialistes. Les travailleurs trinquent ! Les Etas sont by passés ou complices.

Camarades, notre journée de lutte européenne du 29 février dernier fut une première. Tant par le fait qu'elle se déroula dans de nombreux pays que par la forme particulière qu'elle prit à Charleroi par l'occupation à l'initiative de la FGTB Régionale, en front commun, du siège BNP Paribas. Une première. Les actions doivent être poursuivies à travers un renforcement de la CES.

L'austérité ne mène à rien disions-nous. Et comme nous avions raison. Et encore que, sommes-nous sûrs qu'elle ne mène à rien ? Si, Camarades, elle mène à la droite extrême, celle de Marine le Pen en France, travestie sous les habits respectables de Marianne. Marine le Pen n'est-elle pas compatible avec la République, selon Sarkozy ?

En Belgique, en Wallonie en particulier, l'extrême droite est moins forte. Aujourd'hui, parce qu'elle ne s'est pas encore trouvée de leader charismatique. Mais, Camarades, le ventre de la bête est fécond. Et elle pourrait tel un cancer gagner en quelques mois les plus fragilisés

des fragilisés qui mettent leur désespoir à toutes les sauces, même les plus malodorantes.

La FGTB Charleroi Sud Hainaut continuera sa campagne contre l'extrême droite tambour battant d'ici octobre 2012. Ayant apprécié la manière dont Mélenchon a combattu l'extrême droite, les yeux dans les yeux en France, je vous l'annonce en prime. Il sera l'invité de la FGTB Charleroi Sud Hainaut en septembre 2012.

Vous dire un mot des conséquences de la 6ème réforme institutionnelle et du transfert des compétences du fédéral aux régions et communautés.

Nous travaillons actuellement au niveau wallon à nous positionner sur l'utilisation des moyens transférés aux régions et communautés dans le cadre de la 6ème réforme institutionnelle.

Camarades, disons-le haut et clair. Les carolos de la FGTB n'ont jamais été des régionalistes convaincus.

Et l'histoire semble leur donner raison car face à la promesse faite par Elio Di Rupo, avant les négociations, qu'aucune région ne doit être appauvrie force est de constater que les moyens transférés ne permettront pas de rencontrer les enjeux wallons et que si nous n'y prenons garde, la concertation sociale sera amoindrie. Je réaffirme ici au niveau de notre régionale, notre volonté de maintenir au niveau fédéral les principaux mécanismes de solidarité interpersonnelle, en sécurité sociale, en fiscalité, en droit du travail, dans les conventions collectives.

Nous nous y emploierons plus que jamais, car nous sommes convaincus entre autres qu'une fiscalité plus juste, portant sur l'ensemble des revenus, y compris ceux du capital, participera à une meilleure répartition des richesses tant que ce système continuera à exister. Quant à l'index que nous avons payé plusieurs fois, y toucher de quelque manière provoquera la riposte immédiate.

Un mot enfin, car j'ai déjà été très long, sur les élections sociales de ce mois.

C'est avec joie que nous avons à constater que de nombreux nouveaux candidats sont venus rejoindre les plus chevronnés sur les listes. Merci

à vous toutes et tous ici présents et aux autres pour votre engagement fort pour les valeurs de la FGTB, aux côtés de vos collègues de travail. Pas besoin de vous galvaniser, vous l'êtes déjà.

Dans le privé mais aussi dans certains secteurs de la CGSP comme les TBM et Gazelco, vous aurez à affronter la concurrence des autres organisations syndicales. La lutte sera difficile. Mais portez notre message, celui qui parle aux travailleurs. Malgré le respect que je porte aux organisations de travailleurs, je ne peux m'empêcher, car c'est ça le combat des idées, de mettre en évidence la position de la CSC sur le financement des allocations familiales transférées aux communautés. La CSC souhaiterait que les allocations familiales soient financées par la fiscalité (c'est-à-dire nous tous) alors qu'actuellement une cotisation de 7 % est imposée aux employeurs. Ceci n'est ni plus ni moins qu'un cadeau au patronat, technique à laquelle ils nous ont souvent habitués. Dites-le aux travailleurs !

Enfin, pour paraphraser mon ami Victor Martin, je dirai Camarade est un beau mot. Contenant un triple A. Comme lui, je conclurai en affirmant que notre solidarité fait plus que jamais notre force et qu'ensemble nous défions toute agence de notation de nous en enlever un seul.

Camarades, bonne fête du premier mai, bonne fête du travail.

Tous unis dans un combat de résistance mais aussi de lutte pour l'obtention de nouvelles conquêtes.

VIVE LA FGTB !

Daniel PIRON,
Secrétaire Régional
de la FGTB Charleroi-Sud Hainaut



Motion du comité exécutif de la FGTB Charleroi-Sud Hainaut

Réuni ce mercredi 22 mai 2013 pour envisager les suites à donner à l'appel du 1er mai 2012, le Comité Exécutif de la FGTB Charleroi-Sud Hainaut, à l'unanimité :

- réitère son appel du 1er mai 2012 à un rassemblement politique large, à gauche du PS et d'Ecolo, dans le but de présenter une véritable alternative anticapitaliste ;
- considère que l'actualité depuis un an, aux niveaux belge et international, ne fait que renforcer la nécessité et l'urgence de cette alternative ;
- réaffirme sa totale indépendance par rapport à quelque parti politique que ce soit ;
- confirme, si besoin en était, qu'à aucun moment notre organisation, n'a souhaité se transformer en parti politique ;
- invite le PS et Ecolo, s'ils se retrouvent dans cet appel, à rejoindre l'initiative ;
- met en garde contre l'agressivité croissante de la droite et du patronat dont les attaques visent à affaiblir radicalement le mouvement syndical ;
- en appelle à toutes les articulations professionnelles et interprofessionnelles de la FGTB pour qu'elles s'inscrivent dans cette dynamique nouvelle, porteuse d'espoir pour le monde du travail ;
- charge les instances de la FGTB Charleroi-Sud Hainaut d'élaborer un programme et un plan d'actions anticapitalistes durables.

8 questions

1 : Le syndicat peut-il s'occuper de politique ?

Oui. Non seulement il le peut, mais il le doit. Notre FGTB défend un projet de société sans classes. Défini à grands traits dans notre Déclaration de principes, ce projet est incompatible avec le capitalisme. Sa réalisation implique l'abolition de ce système et son remplacement par un autre, socialiste et démocratique. C'est dans cette perspective que la Déclaration de principes revendique la propriété collective des grands moyens de production, que nos congrès de 1954 et 1956 défendent la nécessité de « Réformes de structures anticapitalistes » (nationalisation du crédit et de l'énergie, notamment) et que notre Interrégionale wallonne dénonce le capitalisme qui « nuit gravement à la santé ». Or, nos revendications anticapitalistes ne peuvent être imposées uniquement par l'action directe des travailleurs et des travailleuses organisés dans leurs syndicats. Elles nécessitent en plus que cette action syndicale soit prolongée par une action politique, à tous les niveaux du pouvoir. En tant que syndicat, nous sommes un contre-pouvoir indépendant de tout parti politique et nous le resterons toujours, même dans une société non capitaliste. Mais nous sommes plus qu'un contre-pouvoir : au nom de notre objectif ultime d'une société sans classes, nous luttons contre le pouvoir de la minorité capitaliste et pour le pouvoir aux travailleurs et aux travailleuses. En ce sens-là, oui, nous devons nous occuper de politique.

2 : Notre rôle politique est donc un rôle d'aiguillon des partis existants ?

Non, cette stratégie de l'aiguillon nous a menés dans une impasse. Depuis 1975, nous essayons d'influencer ceux qui sont aux manettes. En particulier, nous interpellons ceux qui se disent nos « amis politiques » au Parlement et au gouvernement, la social-démocratie

et les Verts. Sans résultats. La situation du monde du travail ne fait qu'empirer. Les acquis sociaux et le secteur public conquis par les luttes de nos parents et grands-parents sont démantelés, les libertés syndicales sont attaquées. Ceux qui se disent nos « amis politiques » prétendent qu'ils restent d'accord avec nous mais sont obligés de passer des compromis avec la droite au gouvernement, que « sans eux ce serait pire ». Nous n'y croyons plus. Nous ne les considérons pas comme des partis de droite mais nous constatons :

- qu'ils sont convertis aux dogmes néolibéraux de la compétitivité et de la privatisation ;
- qu'ils n'ont plus d'alternative à la société capitaliste, qu'ils se contentent de la gérer en prônant quelques « mesurette » à la marge ;
- qu'ils ont perdu leurs racines et qu'il n'y a pas d'aile gauche en leur sein.

Ces partis ont collaboré et continuent à collaborer à construire l'Europe capitaliste, qui est une machine de guerre contre le monde du travail. Du Plan Global aux mesures Di Rupo en passant par le Pacte des Générations, ils aident délibérément à faire passer la pilule de l'austérité, contre la résistance syndicale. La « courroie de transmission » tourne donc à l'envers. Ils ne sont plus un relais qui peut être réactivé pour notre projet de société. Au contraire : les exemples de la Grèce, de la Grande-Bretagne, du Portugal, de l'Italie et de l'Espagne montrent que leur politique gestionnaire fait le jeu de la droite et de la droite extrême. Dans ces pays, cette droite en a profité pour former des gouvernements encore plus agressifs contre les travailleurs. Dans ces conditions, la stratégie de l'aiguillon est un piège mortel. Nous devons en sortir d'urgence. Ce qui ne nous empêche aucunement d'interpeller ces partis et d'autres lorsque le besoin s'en fait sentir pour peu qu'ils soient démocratiques.

3 : Nous avons donc besoin d'une nouvelle stratégie politique ? Laquelle ?

Oui, nous avons besoin d'une nouvelle stratégie politique car sans relais politique nous sommes condamnés au recul en permanence. Au mieux, nous « limitons les dégâts », mais sur le long terme c'est le pire

qui détruit toutes nos conquêtes. Le chômage massif, la précarisation du travail, le morcellement de l'emploi, l'internationalisation du capital et le rôle despotique de l'Union Européenne font que les rapports de forces dans les entreprises sont de plus en plus défavorables aux travailleurs. Pour y faire face, nous avons évidemment besoin en premier lieu d'un syndicalisme plus combatif et démocratique :

- qui se donne les moyens d'actions pour changer le rapport de force ;
- qui ose poser des revendications anticapitalistes ;

et qui combat radicalement toutes les formes d'exploitation et d'oppression imposées à toutes les catégories de travailleurs et de travailleuses, dans les entreprises et dans la société en général. Mais cela ne suffit pas. Que ce soit pour refuser le paiement de la dette illégitime, pour combattre les exclusions du chômage, pour imposer une fiscalité juste et progressive ou pour exiger que les aides publiques aux entreprises soient converties en hypothèques (comme proposé par la FGTB de Liège), nous sommes gravement handicapés par l'absence d'une force politique qui nous aide à populariser nos revendications et qui les porte à l'échelle régionale, fédérale et européenne. Notre Déclaration de principes dit que « le mouvement syndical acceptera le concours du ou des partis qui joindront leur action à la sienne pour la réalisation de ses objectifs ». Alors que ce concours de partis est vital aujourd'hui, nous constatons que le PS et Ecolo ne concourent plus à notre action parce qu'ils ne partagent plus nos objectifs. Pour changer les rapports de forces face au patronat et à la droite, nous avons donc besoin d'une FGTB forte et d'une force politique nouvelle, anticapitaliste, à gauche du PS et d'Ecolo. Aider à l'émergence et au développement de cette force pour qu'elle devienne la plus large possible, voilà la stratégie politique que nous proposons à la place de celle de l'aiguillon. C'est le sens de l'appel que nous avons lancé le Premier Mai 2012.

4 : L'appel du Premier Mai 2012 signifie donc que la FGTB veut créer un nouveau parti politique ?

Non, nous ne créerons pas un parti, ce n'est pas notre rôle. Nous proposons que la FGTB favorise activement l'apparition d'une nouvelle force anticapitaliste sur le champ politique et électoral. Ce

n'est pas la même chose. Nous voulons mettre notre poids dans la balance pour rassembler celles et ceux qui aspirent à une alternative anticapitaliste. Nous les mettons devant leurs responsabilités de créer une force aussi fidèle aux intérêts du monde du travail que les forces existantes sont fidèles aux intérêts des patrons. À terme, cette force pourrait devenir un parti, mais ce n'est pas de notre responsabilité. De plus, nous ne voulons pas figer les choses. Au contraire : il s'agit pour nous d'ouvrir un espace et d'enclencher une dynamique. Nous avons formé un comité de soutien avec les partis de la gauche radicale parce qu'ils ont répondu positivement à l'Appel du Premier Mai 2012. Cela constitue un premier noyau. Mais le processus de regroupement politique doit avoir pour vocation de s'élargir. C'est pourquoi nous invitons les membres de gauche du PS et d'Ecolo à rejoindre la dynamique qui se met en place. Nous invitons aussi les intellectuels de gauche, les militants associatifs à se solidariser avec notre appel. C'est un projet ambitieux, qui demandera de la patience, de l'audace et de la créativité. Dans une certaine mesure, nous nous inspirons de l'action des militants ouvriers du 19^{ème} siècle qui, après avoir fondé les premières caisses d'entraide et de solidarité, ont œuvré à la création du POB (l'ancêtre du PS) parce qu'ils avaient compris la nécessité d'un outil politique pour renforcer leur combat. Mais il faut évidemment tirer les leçons de la manière dont cet outil politique a fini par leur échapper.

5 : Comment faire concrètement ?

La première chose à faire c'est de rompre les liens privilégiés avec le PS. C'est ce que la FGTB de Charleroi & Sud-Hainaut a fait depuis quelques années. Il ne s'agit pas de dénoncer le PS comme un ennemi, ou de le calomnier, mais de comprendre que les liens privilégiés de la FGTB avec le PS, dans le cadre de l'Action Commune Socialiste, nous empêchent de sortir de la stratégie de l'aiguillon qui nous enfonce dans l'impasse. En même temps, il faut donc se prononcer pour une stratégie politique alternative car le syndicalisme pur, sans relais politique, n'est pas une solution. C'est ce que nous avons fait le Premier Mai 2012 et nous appelons toutes les articulations de la FGTB aux niveaux professionnels et interprofessionnels, à en débattre pour nous rejoindre dans ce combat. Enfin, il s'agit d'élaborer le programme anticapitaliste que nous, en tant que syndicalistes, voulons voir relayé sur le terrain politique.

6 : Cette stratégie ne met-elle pas en danger notre indépendance syndicale ?

C'est un point décisif sur lequel il faut être très vigilant. Nous devons rester « l'émanation directe des forces laborieuses organisées », « dans le respect de toutes les opinions, tant politiques que philosophiques », comme dit notre Déclaration de Principes. Cela implique une indépendance absolue vis-à-vis de tous les partis politiques. Or, ce qui menace cette indépendance, aujourd'hui, ce n'est pas que nous nous occupons de politique, c'est la manière dont nous nous en occupons. En effet, la stratégie de l'aiguillon nous amène systématiquement à mettre notre programme en poche et à nous incliner dans les faits devant le programme néolibéral. Nous organisons des mobilisations contre l'austérité et, systématiquement, la stratégie de l'aiguillon nous amène à sacrifier nos revendications pour ne pas mettre en danger la politique du PS et d'Ecolo, au nom du « moindre mal ». On en arrive à un point tel aujourd'hui que certains responsables syndicaux, au nom de ce « moindre mal », ne veulent même plus organiser la lutte contre l'austérité. Face à cela, la stratégie alternative que nous proposons permet de retrouver une vraie indépendance syndicale. Dans le cadre de notre stratégie, en effet, nous élaborerons notre programme et nous mènerons nos luttes en fonction d'une seule préoccupation : les besoins des travailleurs et des travailleuses. Nous les encouragerons à s'impliquer activement et démocratiquement, afin que ce programme et ces luttes soient les leurs. Alors, nous renverserons la situation. Alors, nous regagnerons de la force. Alors, au lieu que les partis nous dictent leur politique, c'est nous qui exigerons des partis qu'ils s'engagent à lutter avec nous pour ce programme.

7 : Nous voulons donc que se forme un nouveau relais politique de la FGTB ?

Non, nous voulons que se forme un nouveau relais politique du monde du travail dans son ensemble. C'est évidemment au sein de notre organisation, la FGTB, que nous menons le débat. Nous ne nous immiscerons pas dans le fonctionnement d'autres organisations syndicales. Mais la FGTB n'est pas la seule à être confrontée à l'impasse de la stratégie politique de l'aiguillon. La CSC est dans la même situation. C'est pourquoi, dans le fond, notre appel à une autre stratégie ne concerne pas que la FGTB. Le fait que la CNE a voulu

s'associer à notre démarche est très important. Cela montre que notre stratégie, loin d'être une source de division, peut contribuer au contraire à dépasser certaines divisions historiques du monde du travail. Nous devons être conscients de la chance qui s'ouvre ainsi et, sans abandonner notre identité, mais dans le respect des différences, favoriser la convergence autour d'un projet politique commun. Nous devons bien voir que cette possibilité de convergence trouve son origine fondamentale dans l'extrême gravité des menaces qui pèsent sur le monde du travail. La classe dominante européenne a lancé une attaque frontale contre nos acquis sociaux et démocratiques. Elle peut feindre de lâcher un peu de lest à un moment pour éviter une explosion sociale, ou une déroute électorale des partis établis. Mais elle n'a pas d'autre voie que de continuer son œuvre de destruction. Plus largement encore, le système capitaliste n'a plus rien d'autre à offrir que la destruction sociale et écologique pour le profit d'une minorité de la population. Dans ce contexte, inévitablement, celles et ceux qui réfléchissent plus loin que le bout de leur nez sont amenés à comprendre qu'un programme anticapitaliste est la seule alternative possible face à cette situation. Nous n'avons pas la prétention, à nous seuls, de l'élaborer dans toutes ses dimensions. Nous en proposerons une première ébauche, à compléter et à enrichir avec d'autres. Mais cette première ébauche contribuera à lancer la dynamique du rassemblement. Tel est le sens de notre démarche.

8 : Mais tout cela n'est-il pas une dangereuse utopie alors que la droite et le patronat sont à l'offensive et que la Belgique est « au bord du gouffre », ce qui a fait courir de graves dangers à la Sécurité Sociale ?

Au contraire, croire qu'en se pliant à la logique capitaliste, faire le gros dos en attendant que ça passe, cela va nous aider, c'est être particulièrement naïf. Nous sommes le dos au mur. Nous n'avons d'autre issue que la lutte et l'unification internationale des luttes dans la perspective d'une autre Europe. Quant au « sauvetage de la Belgique », c'est souvent un faux prétexte pour imposer des reculs sociaux. Lors de la longue période « sans gouvernement », le pays a continué à fonctionner et le pouvoir a pris des mesures importantes : participer à la guerre en Libye, claquer des sommes importantes dans les banques et appliquer les mesures d'austérité décidées par les gouvernements précédents... Après 540 jours de négociations

« communautaires », la note du premier ministre Di Rupo, au nom du compromis « pour sauver la Belgique », comprenait toute une série de revendications de la NVA (parti qui considère que « son programme économique, c'est celui du VOKA » – patronat flamand), alors même que ce parti n'était finalement pas partie prenante de la majorité gouvernementale ! Elles se traduisent depuis dans toutes les attaques que nous subissons. On a donc utilisé la peur du vide pour imposer des compromis avec la droite flamande, au plus grand plaisir du patronat.

Ici aussi, nous faisons appel à notre indépendance syndicale. Notre solidarité à nous, c'est une solidarité de classe, celle des travailleurs. Nous savons bien que toute rupture de solidarité nationale conduit à moins de moyens pour organiser la solidarité. Prenons l'exemple de Ford Genk ou d'Arcelormittal à Liège. Que constate-t-on ? Que les pouvoirs régionaux, compétents pour les politiques économiques, ne disposent pas des moyens financiers nécessaires pour inverser les logiques patronales. Qu'est-ce que cela signifie ? Que même s'ils voulaient mener une autre politique (ce n'est évidemment pas le cas), le cadre institutionnel de la Réforme de l'Etat les en empêcherait. C'est vrai qu'une grande menace pèse sur notre Sécurité Sociale. Sa scission serait une catastrophe pour le monde du travail. Il faut l'éviter. Mais comment ? En acceptant la poursuite du démantèlement des acquis sociaux ? En soutenant la monarchie, soi-disant « trait d'union entre les Flamands et les Wallons » ? Ce choix entre la peste et le choléra est celui que le gouvernement Di Rupo nous impose. Nous le refusons et nous disons aux politiques : « la Sécurité Sociale appartient aux travailleurs et travailleuses ; les cotisations patronales ne sont pas des « charges » mais du salaire différé et collectivisé ; nous exigeons la gestion ouvrière et démocratique de la Sécurité Sociale ; ainsi, si votre incurie doit aboutir à l'éclatement du pays, la solidarité des travailleurs, elle, sera sauvée ».

design: Little Shiva / photos: FGTB Charleroi - Sud Hainaut / peinture de Charleroi industriel (verso): Jacques Tillier





FGTB

Charleroi-Sud Hainaut

Pour plus d'infos:

FGTB Charleroi-Sud Hainaut
Boulevard Devreux 36-38, deuxième étage
6000 Charleroi

Tél. 071 641 262

www.fgtb-charleroi.be